

L'alimentation de rue et l'agriculture et l'horticulture urbaines et périurbaines: perspectives de coalition stratégique pour parvenir à la sécurité alimentaire

Discussion N. 110 du 17 novembre au 8 décembre 2014

Chers membres du Forum FSN,

Je suis très heureux de modérer cette deuxième discussion en ligne¹ sur la vente d'aliments sur la voie publique.

Mon nom est Stefano Marras. Je suis actuellement un post-doctorat au Département d'administration des affaires, des finances, de gestion et de droit, ainsi qu'au Département de sociologie et de recherche sociale de l'Université de Milan-Bicocca, Italie.

Cette deuxième discussion a pour but d'échanger des opinions sur les liens réels et potentiels entre la vente d'aliments sur la voie publique et l'agriculture et l'horticulture urbaines et périurbaines, et analyser si ces liens peuvent servir de base à d'éventuelles stratégies de renforcement de la sécurité alimentaire dans les zones urbaines.

Cette discussion sera l'occasion de développer et de renforcer le réseau de spécialistes impliqués dans le commerce d'aliments de rue et la gouvernance dans le monde entier.

Introduction

La sécurité alimentaire urbaine dépend de la disponibilité d'aliments, de l'accès à ces derniers et de leur qualité dans le temps. Dans le contexte de l'explosion de la population urbaine et des faibles niveaux nutritionnels de`pauvres urbains et périurbains, il existe une marge considérable pour accroître l'approvisionnement en aliments accessibles, sûrs et nutritifs, tout en assurant leur production durable. Les universitaires, la FAO, l'OMS ont tous reconnu l'importance de l'alimentation de rue, c'est-à-dire des aliments prêts à la consommation et des boissons préparées et/ou vendues par des commerçants ou des vendeurs à la sauvette, dans la rue ou dans des endroits similaires, et l'agriculture et l'horticulture urbaines et périurbaines, à savoir la culture de plantes et l'élevage d'animaux dans et autour des villes, comme instruments potentiels pour parvenir à la sécurité alimentaire dans les zones urbaines.

¹ Une première discussion en ligne sur les aliments de rue avec le titre «[Aliments de rue: la voie vers une meilleure sécurité alimentaire et nutrition](#)» a eu lieu sur le Forum FSN en 2011.

L'alimentation de rue représente une partie significative de la consommation alimentaire quotidienne pour des millions de consommateurs à revenu faible et moyen des zones urbaines, car elle représente le moyen le moins cher et le plus accessible de pouvoir faire un repas équilibré sur le plan nutritionnel en dehors de la maison (pour autant que le consommateur soit informé et soit en mesure de choisir un dosage approprié d'aliments. En outre, la préparation et la vente d'aliments de rue constituent une source régulière de revenus pour des millions de femmes et d'hommes qui rencontrent de nombreuses limitations en termes financiers, sociaux et culturels, car l'investissement initial et les coûts fixes sont relativement faibles et la préparation exige peu de formation formelle, voire aucune.

Dans ce contexte, l'agriculture et l'horticulture urbaines et périurbaines peuvent apporter aux vendeurs d'aliments de rue des ingrédients frais, nutritifs et moins coûteux. Dans la plupart des villes des pays en développement, une partie importante de la production agricole urbaine est destinée à l'autoconsommation, mais il ne faut pas sous-estimer l'importance de l'agriculture urbaine orientée vers le marché, à la fois sur le plan du volume et de la valeur économique. Les recherches ont démontré qu'une agriculture urbaine à petite échelle, orientée vers le marché est souvent plus rentable que la production agricole à petite échelle dans les zones rurales et apporte des revenus supérieurs au salaire minimum officiel. Un avantage comparatif pour les producteurs urbains est leur étroite proximité avec les consommateurs urbains. Les cultivateurs urbains de légumes dépensent moins en transport, conditionnement et stockage et peuvent vendre directement sur les stands de vente d'aliments sur la voie publique et les étals des marchés. Les cultivateurs urbains peuvent capter jusqu'à 50 à 75 % du prix au détail, selon le système de commercialisation, alors que l'agriculteur des zones rurales n'en reçoit généralement que 15 à 40 %.

La production locale de denrées alimentaires peut constituer une source importante d'approvisionnement en légumes frais pour la préparation des aliments de rue. Étant donné que les aliments produits localement requièrent moins de transport et moins de réfrigération, ils peuvent approvisionner les marchés avoisinants en produits plus frais et plus nutritifs à des prix compétitifs. Par conséquent, la culture de denrées alimentaires dans les villes peut contribuer et, de fait, contribue à améliorer la qualité des régimes alimentaires des personnes en permettant l'accès à un éventail plus large de fruits et de légumes frais à des prix plus avantageux, en particulier dans la catégorie à faible revenu. Dans la plupart des pays, les aliments de rues les plus courants sont basés sur des ingrédients d'origine animale souvent obtenue d'animaux élevés dans les villes ; la production commerciale périurbaine de bétail est en effet un secteur extrêmement dynamique qui représente 34 % de la production totale de viande et près de 70 % de la production d'œufs à l'échelle mondiale. Toutefois, les préparations de salade fraîche sont de plus en plus courantes dans les aliments de rue vendus dans des villes comme Accra, au Ghana et Santiago, au Chili. Certains agriculteurs urbains et périurbains se tournent même vers la production intensive de produits à forte valeur ajoutée, plutôt que de denrées alimentaires de base ; ces activités peuvent se transformer en une source majeure de revenu s'adressant à des membres plus sophistiqués de la population qui possèdent une capacité d'investissement.

À Bogota, Colombie, on observe une autre tendance dans la commercialisation directe, dans laquelle les agriculteurs-producteurs et les commerçants au détail siègent au conseil d'administration et décident ensemble de ce qui sera produit et quand. Cette tendance et d'autres s'affirment également à l'aide des nouveaux systèmes de communication.

Cependant, la vente d'aliments sur la voie publique et l'agriculture fait encore l'objet de nombreux débats et sont remises en question ou plutôt ignorées par les planificateurs, raison pour laquelle les vendeurs d'aliments de rue et les exploitants de l'agriculture et de l'horticulture urbaines et périurbaines travaillent souvent sans permis. Étant donné qu'il est officiellement « invisible », le secteur ne reçoit aucune aide publique ou ne fait l'objet d'aucune supervision dans de nombreuses

viles. C'est pourquoi, l'agriculture et l'horticulture urbaines et périurbaines impliquent des risques pour la santé et l'environnement, comme l'utilisation potentielle de terres polluées, d'eaux nauséabondes et la pollution par le bruit ainsi que l'utilisation inappropriée de pesticides et d'engrais organiques bruts qui peuvent pénétrer les sources hydriques. La production de denrées alimentaires, leur traitement et leur vente dans les zones périurbaines créent certes des emplois, mais posent des problèmes en matière de pollution et de salubrité des aliments.

Les autorités de nombreux pays ont tenté de répondre à ce problème en appliquant une législation souvent faible et erratique sur les aliments vendus sur la voie publique et l'agriculture urbaine. Avec le développement de normes informelles et formelles, il existe un risque réel d'exclure les pauvres des marchés.

Les gouvernements doivent reconnaître le rôle joué par l'agriculture et l'horticulture urbaines et périurbaines dans l'approvisionnement de denrées alimentaires aux familles pauvres des zones urbaines et dans la création de revenus ; ils doivent confronter et résoudre les problèmes existants et accepter les stratégies urbaines de base de moyens d'existence urbains, y compris l'agriculture urbaine et la vente sur la voie publique, et réaliser les bénéfices et les opportunités créés par l'utilisation productive d'espaces verts ouverts dans les villes en termes de nutrition et de développement de l'environnement

La FAO apporte son soutien à la transformation de l'agriculture et de l'horticulture urbaines et périurbaines et la vente d'aliments sur la voie publique en tant qu'utilisation reconnue du territoire urbain et activité économique de plein droit, intégrées aux stratégies nationales et locales de développement agricole, aux programmes alimentaires nutritionnels, et à la planification urbaine. La FAO aide les gouvernements nationaux et régionaux et les administrations municipales à optimiser leur politique et à fournir des services à l'agriculture urbaine et périurbaine, ainsi qu'à améliorer les systèmes de production, de transformation et de commercialisation. Avec le temps, l'image de l'agriculture urbaine et périurbaine peut évoluer et se transformer en une activité acceptée et nécessaire, qui viendra se substituer au cliché d'une activité temporaire et associée aux crises.

Questions

À la lumière de ce qui précède, je voudrais poser les questions/réflexions suivantes et les soumettre à la discussion:

1. Connaissez-vous les liens directs réels existant entre les vendeurs d'aliments sur la voie publique et les agriculteurs urbains locaux ?
2. Y a-t-il des exemples de mesures concrètes promues par les autorités locales pour reconnaître et accroître ce lien ?
3. En cas de réponse positive, comment ces actions ont-elles influencé les choix des consommateurs en faveur de l'alimentation de rue ?
4. Existe-t-il des initiatives similaires directement promues par des associations de vendeurs d'aliments sur la voie publique ? Comment fonctionnent-elles ?
5. Je pense qu'un système d'incitations (par exemple, l'octroi de permis dans les zones susceptibles de réunir le plus de clients potentiels, comme près des écoles, des hôpitaux, des infrastructures de transport ; des systèmes de coupons ou n'importe quel autre type de mécanisme de reconnaissance des bonnes pratiques) doit être mis en place pour motiver les vendeurs ambulants à utiliser des produits frais d'origine locale. Pensez-vous que ces incitations pourraient avoir des résultats positifs, et pourquoi ? Quels autres types d'incitations pourraient être octroyés, et pourquoi ?

6. Quels nouveaux mécanismes pourraient être mis en place pour accroître la sensibilisation des gens quant aux conséquences de leurs coutumes alimentaires sur la voie publique? Connaissez-vous de nouvelles méthodes de publicité qui se sont révélées efficaces ?

J'espère que notre échange de vues sera fécond et je vous remercie d'avance de vos contributions qui nous aideront à préciser les interventions futures sur le terrain.

Merci beaucoup.
Stefano Marras